



Conseil économique et social

Distr. générale
8 novembre 2018
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-septième session

11-21 février 2019

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : lutter contre les inégalités et les obstacles à l'inclusion sociale au moyen des politiques budgétaires et salariales et des politiques de protection sociale

Déclaration présentée par World Youth Alliance, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution [1996/31](#) du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

World Youth Alliance est une organisation mondiale de jeunes ayant pour vocation de promouvoir la dignité de la personne humaine dans les domaines politique et culturel et de tisser des liens de solidarité entre les jeunes des pays en développement et des pays développés.

Tous les êtres humains sont égaux en dignité et méritent donc le respect ainsi que la possibilité et la liberté d'utiliser leurs aptitudes et leurs talents. Diverses voies peuvent mener les pays et les communautés à l'inclusion sociale mais tout peuple qui appréhende la notion de dignité humaine – une valeur intrinsèque à l'être humain et égale pour tous – s'efforce de ne laisser personne de côté et de permettre à tous de prospérer. La dignité humaine doit dès lors être le maître-mot de toute notre action.

Cette approche axée sur la dignité humaine est illustrée dans le principe selon lequel l'être humain doit être au cœur du développement. C'est sur cette valeur intrinsèque de l'être humain que doivent reposer les politiques et les lois qui créent les conditions propices à l'épanouissement des personnes. Nous devons donc respecter chaque être humain et travailler main dans la main dans un esprit de solidarité pour veiller à inclure chacun dans nos efforts visant à éliminer la pauvreté et parvenir à un développement durable.

Le développement axé sur la personne et fondé sur la dignité humaine met l'accent sur l'autonomisation des personnes. Les politiques axées sur la dignité humaine reconnaissent la capacité de chaque individu à contribuer au développement et à ne pas se contenter d'en bénéficier. La créativité humaine et l'ardeur au travail sont au cœur de l'innovation et ont permis d'améliorer les conditions de vie d'innombrables personnes. Les politiques fondées sur la dignité humaine privilégient les soins de santé de base (objectif de développement durable n° 3), l'éducation et la formation professionnelle (objectif de développement durable n° 4), la bonne gouvernance et les infrastructures (objectif de développement durable n° 16), lesquels donnent accès à diverses formes de capital, permettant ainsi aux individus d'être les moteurs du développement. Les politiques aux termes desquelles les individus font partie du problème à résoudre et ne sont pas considérés comme des acteurs du développement sapent en réalité ces efforts.

Chaque personne a le droit de jouir du meilleur état de santé possible. La santé influence la participation des individus dans les sphères professionnelles et sociales. Un mauvais état de santé peut nuire à la possibilité d'être instruit et empêcher une personne d'appartenir à la population active et de prendre part à la vie de la communauté. Faire en sorte que chacun ait accès à des soins de qualité devrait faire partie intégrante de toute politique de protection sociale.

Un bon état de santé requiert non seulement des soins médicaux, mais aussi de l'eau non polluée, des services d'assainissement, une bonne alimentation, un bien-être psychologique et l'éducation nécessaire pour comprendre les avis médicaux et prendre des décisions éclairées. Les groupes vulnérables tels que les personnes handicapées et les populations touchées par des conflits se heurtent de manière disproportionnée à une insuffisance d'accès aux soins médicaux et à l'éducation. Ils méritent donc que l'on réponde à leurs besoins et que l'on leur donne les moyens de participer pleinement à la vie de la société.

La dignité humaine doit être au cœur des soins de santé. Il faut que les personnes soient capables de comprendre leur corps et les possibilités qui s'offrent à elles pour donner un consentement éclairé. Elles ne devraient pas se voir refuser l'accès aux soins de santé au motif de leur race, classe, handicap ou âge, et tous les traitements et services doivent respecter les valeurs et la dignité de tous les êtres humains. World

Youth Alliance encourage les États Membres à ne pas imposer de produits de santé ni de procédures sanitaires qui ne respectent pas la conscience des patients ou qui nuisent à la dignité humaine.

L'accès à une éducation de qualité doit être garanti pour tous de manière égale, et celle-ci devrait partir d'une réelle compréhension de la personne humaine, et encourager le respect de soi et des autres dans un esprit de solidarité. L'éducation des enfants incombe en premier lieu aux parents et ces derniers devraient être soutenus dans ce rôle par l'État.

World Youth Alliance a élaboré un programme qui peut aider à promouvoir le respect, un comportement responsable et l'égalité entre les hommes et les femmes. Le programme Human Dignity Curriculum enseigne aux enfants ce qu'est la dignité humaine, à savoir que chaque être humain en est doté et qu'elle doit donc être respectée. Le programme respecte les différences culturelles et encourage la participation des parents.

Les étudiants qui appréhendent la notion de dignité humaine sont disposés non seulement à prendre des décisions personnelles de façon responsable, mais aussi à servir la cause de leur communauté et à traiter les autres avec respect dans la sphère familiale, parmi leurs pairs et au sein de leur communauté, y compris dans leurs relations personnelles. Sensibilisés à la solidarité, à l'excellence et au respect, ils sont enclins à considérer leurs actions et leurs responsabilités de leur propre point de vue mais aussi du point de vue d'autrui. Cela étant, ils peuvent promouvoir un développement authentique, des politiques inclusives et des pratiques équitables au travail.

Le programme comporte aussi un volet sur l'éducation sexuelle. Il fournit aux participants des informations adaptées à leur âge et exactes du point de vue biologique en privilégiant le développement personnel et la prise de décisions réfléchies par les élèves sur leur sexualité ; dans cette démarche, ces derniers doivent acquérir la connaissance de soi et respecter leur dignité et celle des autres. Cette initiative peut aider les filles et les garçons à nouer des relations saines et basées sur le respect, mais aussi à résister à l'influence des pairs.

Les jeunes qui appréhendent la notion de dignité humaine sont disposés non seulement à prendre des décisions personnelles de façon responsable, mais aussi à servir la cause de leur communauté et à traiter les autres avec respect dans la sphère familiale, parmi leurs pairs et au sein de leur communauté, y compris dans leurs relations personnelles. Ils seront à même de contribuer au développement durable et à l'élimination de la pauvreté, non seulement pour eux, mais aussi pour les autres.

Un bon état de santé et une éducation adéquate sont deux aspects essentiels de la protection sociale qui ne suffisent pas, toutefois, à assurer la prospérité. Il est également nécessaire de mettre en œuvre des politiques fiscales et salariales justes, qui tiennent compte de perspectives et vues diverses et soient respectueuses de la dignité de la personne et de l'égalité fondamentale de tous qui lui est inhérente. De telles politiques doivent être une part de l'action plus large visant à faciliter l'accès de tous, sur un pied d'égalité, à diverses formes de capital et, ce faisant, à donner à différents groupes de nouvelles occasions d'innover et de satisfaire en plus grand nombre des besoins variés, non seulement en stimulant l'esprit d'entreprise dans la société mais aussi par la création de nouvelles activités, la recherche et l'investissement.

Michael Fairbanks, conseiller du Président rwandais, Paul Kagame, a mis en évidence sept formes de capital auxquelles les personnes doivent avoir accès pour prospérer, à savoir : les ressources naturelles telles que la situation géographique, les ressources du sous-sol, les forêts, les plages et le climat ; les ressources financières

nationales telles que l'épargne et les réserves internationales ; le capital créé par l'homme tel que les bâtiments, les ponts, les routes et les moyens de télécommunication ; le capital institutionnel tel que la protection juridique des biens corporels et incorporels, les ministères efficaces et les entreprises qui s'efforcent d'accorder le plus de valeur possible aux actionnaires, et indemnisent et forment les employés ; les connaissances telles que les brevets internationaux et les capacités des universités et des groupes d'étude et d'analyse ; le capital humain, qui représente des compétences, des connaissances et des capacités ; le capital culturel, qui ne représente pas seulement les expressions explicites de la culture telles que la musique, la langue et la tradition rituelle, mais aussi les comportements et les valeurs liées à l'innovation.

Le capital institutionnel, qui est étroitement lié à l'objectif n° 16, est essentiel pour garantir l'accès aux autres formes de capital. Dans les pays où la corruption est omniprésente, les pauvres et les personnes vulnérables n'ont souvent pas les moyens de faire valoir leurs droits. Lorsque les réglementations sont défaillantes ou excessivement autoritaires, l'impossibilité de lancer de nouvelles entreprises mène souvent à la concentration du pouvoir et des richesses entre les mains d'une minorité. L'absence d'infrastructures convenables nuit à la prospérité de l'entrepreneuriat. Ces problèmes auront toujours les effets les plus contraignants sur ceux qui vivent aux marges de la société.

Toutefois, les pays qui investissent dans des institutions justes et responsables et dans la bonne gestion des infrastructures peuvent apporter des changements durables. L'élimination de la corruption place davantage de personnes sur un pied d'égalité. Les systèmes de réglementation raisonnables et compréhensibles par tous peuvent protéger les ressources d'une utilisation abusive tout en garantissant l'accès à ces dernières à chaque personne ayant un projet en tête et la volonté de travailler pour le concrétiser. La création de systèmes justes et responsables augmentera l'utilisation des ressources par ceux qui ont tendance à être exclus et permettra à chacun de plaider en faveur des politiques de son choix, notamment fiscales et salariales, afin que la contribution au développement soit le fait de tous.

Les êtres humains constituent notre ressource la plus précieuse. À mesure que le monde du travail continue de s'agrandir et d'évoluer, il est important de veiller à inclure tout le monde dans chacune des sphères de la vie. En fondant nos efforts sur la dignité humaine et en élaborant des politiques axées sur la personne, nous pouvons donner les moyens à tous les êtres humains de résoudre les difficultés. Ainsi, chacun peut contribuer au développement de sa communauté en ayant recours à ses capacités et à ses dons uniques.

World Youth Alliance prie donc instamment la Commission de promouvoir, d'une part, les politiques fondées sur la dignité humaine garantissant l'accès aux soins de santé et à une éducation de qualité pour tous, et d'autre part, des institutions justes et responsables, pour veiller à ce que les personnes aient accès aux différentes formes de capital à même de favoriser l'inclusion et l'égalité.